

— ÉCOLOGIES (POLITIQUES) URBAINES DES ÉTENDUES D'EAU EN INDE

René Véron, Professeur
Institut de géographie et durabilité,
Université de Lausanne

Courriel :
rene.veron@unil.ch

Anna Zimmer, Docteure
Edible Routes, New Delhi

Courriel :
anlouve@googlemail.com

Natasha Cornea, Docteure
School of Geography, Earth and
Environmental Studies, University of
Birmingham

Courriel :
n.l.cornea@bham.ac.uk

RÉSUMÉ

Dans cet article, nous identifions différents types de natures urbaines, plus ou moins « sauvages » ou « artificialisées », produites par l'interaction entre différents acteurs et le milieu naturel. Inspiré par l'Urban Political Ecology, nous analysons les relations de pouvoir et les représentations issues de la production de différentes écologies et des droits d'accès dans le cas des étangs et des lacs des villes moyennes en Inde.

MOTS-CLÉS

Political ecology, natures urbaines, étendus d'eau urbaines, Inde

ABSTRACT

In this article, we identify different types of urban nature, more or less « wild » or « artificialized », that are produced through the interaction of different actors and the natural environment. Taking cues from Urban Political Ecology, we analyze power relations and environmental imaginaries that result in the production of different urban ecologies and access rights in the case of ponds and lakes in medium-sized Indian cities.

KEYWORDS

Political ecology, urban natures, urban water bodies, India

—

— INTRODUCTION

Tandis que les études urbaines ont été dominées par des approches sociologiques largement « dénaturalisées » (Heynen et al., 2006), diverses nouvelles approches ont récemment reconnu l'importance de la matérialité et des infrastructures, de l'environnement (non-bâti et bâti) et de l'écologie pour les processus socioculturels et politiques urbains (Monstadt, 2009). Cet article s'appuie sur une approche encore peu connue dans la littérature francophone, celle de l'Urban Political Ecology (UPE) qui relie le politique et l'environnement matériel pour étudier la construction sociale des écologies urbaines, dans ce cas-ci des villes moyennes en Inde.

L'UPE considère la ville comme seconde nature comprise comme la forme dominante, voire « naturelle », d'habiter à l'ère contemporaine de globalisation néolibérale. Elle comprend la ville comme un système hybride socio-écologique, produit de l'interaction dialectique entre l'environnement matériel et les relations de pouvoir, ce à différentes échelles (depuis l'échelle mondiale jusqu'à l'échelle du quartier ou des ménages) (Heynen et al., 2006). Semblable aux approches de la justice environnementale et/ou spatiale, l'UPE aborde la question des inégalités en accès aux ressources naturelles et aux services environnementaux à l'intérieur des villes. Aussi, elle met l'accent sur l'étude de la *production* des inégalités environnementales, qui est elle-même liée à la transformation de la nature urbaine (par exemple, l'eau des aquifères en H₂O potable distribué en réseaux) (Swyngedouw et Heynen, 2003).

L'UPE regarde cette transformation de la nature, un processus inhérent à l'urbanisation, comme une manifestation et un instrument de pouvoir (Swyngedouw, 1997), liés à différentes formes de gouvernementalité (Rattu et Véron, 2015). Par contre, l'UPE s'exprime encore peu sur le type et la qualité écologique de la nature urbaine créée. Pour décrire la production de la nature urbaine, on se réfère, au moins métaphoriquement, au métabolisme (*Stoffwechsel*) urbain – compris comme l'échange des matières entre l'humain et son environnement biophysique (Heynen et al., 2006). Néanmoins, et à l'instar de l'écologie industrielle, les flux urbains de matières sont rarement mesurés dans cette approche (Newell et Cousins, 2014). De plus, la New Urban Ecology¹, qui étudie la biodiversité, la couverture végétale, l'hydrologie, le climat urbain le long un gradient rural-urbain, n'est que peu mobilisée. En paraphrasant Vayda et Walters (1999), on pourrait formuler une question particulièrement féconde, à savoir : « Où est l'écologie dans l'Urban Political Ecology ? ».

1 New Urban Ecology se réfère ici à un domaine récent de science naturelle (Alberti, 2008). L'adjectif « new » est ajouté pour faire la distinction avec l'Urban Ecology de l'École de Chicago.

Cet article apprécie cette question de l'écologie sans pour autant vouloir (ni pouvoir) évaluer les environnements urbains à travers des mesures quantitatives de la biodiversité, des écoulements et de la recharge d'aquifères ou de la pollution de l'air. Les qualités écologiques des environnements créés dans des villes moyennes en Inde, ici les hydrologies urbaines transformées, ne sont estimées que qualitativement. Notre principal objectif consiste plutôt à identifier différents types de nature urbaine, que nous appelons ici une « nature sauvage » et une « nature artificialisée ». Inspiré par l'UPE, nous essayons de comprendre la production de ces natures urbaines par l'interaction entre d'une part l'influence du milieu naturel et d'autre part celle des différents acteurs, y compris leurs relations de pouvoir et les imaginaires environnementaux à travers une étude de cas comparative sur des étangs et des lacs dans des villes moyennes en Bengale occidentale et au Gujarat.²

Cet article est structuré en cinq sections principales. La première esquisse les notions de « nature sauvage » et « artificialisée », de l'imaginaire environnemental et du pouvoir dans un cadre théorique de l'UPE. La section suivante décrit la méthodologie appliquée avant que l'étude de cas ne soit présentée autour de trois étapes : après une description générale des deux villes étudiées et leurs étendues d'eau, l'article décrit la reproduction des étangs multi-usages à Bardhaman en Bengale occidentale par une gouvernance complexe de plusieurs acteurs étatiques et non-étatiques ; puis, il aborde la domestication et clôture (*enclosure*) des cours et plans d'eau à Navsari au Gujarat par des projets municipaux. Dans les conclusions, nous essayerons d'expliquer les différences des natures urbaines créées en référence avec les capacités étatiques et les rapports de pouvoir dans les deux états concernés.

— CADRE CONCEPTUEL

La distinction entre la « nature sauvage » et la « nature artificialisée » trouve probablement ses origines dans la conception du géographe allemand Otto Schlüter de *Urlandschaft* (paysage originel) versus *Kulturlandschaft* (paysage culturel). La Political Ecology quant à elle, reconnaît qu'un paysage original, voire une nature « pure », non-touchée par l'humain, est issu d'une construction sociale et de l'imaginaire d'un idéal (Cronon, 1995). Des études politico-écologiques sur les aires protégées, par exemple, ont démontré que des paysages considérés comme « non-touchés » (p.ex. Yellowstone, forêts tropicales)

² Nous donnons plus de détails sur les cas individuels ailleurs (cf. Cornea et al. 2016 et Zimmer et al. s.d.).

avaient souvent été influencés par des activités de subsistance des communautés autochtones (Neumann, 2004). Ces études dévoilent également les implications politiques du déni face à cette influence humaine et de l'idée de « wilderness », utilisée notamment par des environnementalistes américains, et leur souhait de retourner à un idéal (qui n'existait probablement jamais). Dans cette pensée environnementaliste, toute activité humaine, y compris celle par des communautés autochtones, est interprétée comme une perturbation de la vraie nature.

Ces considérations sur la nature des aires protégées ne se traduisent pas directement dans un contexte urbain ; la ville n'est évidemment pas à confondre avec un paysage originel ou avec une nature hors d'influences humaines. Néanmoins, il y a des parallèles à construire. En premier lieu, nous retenons la notion de l'imaginaire environnemental (Watts et Peet, 2004) et plus spécifiquement, de l'imaginaire d'un environnement urbain idéal (Gabriel, 2014). Selon James Scott (1998), l'idéal des urbanistes-architectes modernistes est une ville géométrique et « lisible » pour le pouvoir. Nous ajoutons qu'une telle ville implique et nécessite une *nature artificialisée* (p.ex. des parcs urbains bien séparés d'autres usages et avec une esthétique linéaire, des bordures de boulevard arborisées régulièrement de la même espèce, des cours d'eau canalisés en lignes droites). L'aspect le plus marquant d'une nature urbaine artificialisée est peut-être la manipulation de l'hydrologie par la création des infrastructures pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (Swynghedouw, 1997). Cet aménagement de la nature en milieu urbain correspondait également à la volonté de créer la « ville hygiénique » vers la deuxième moitié du 19^e siècle (Gandy, 2004).

À l'autre bout du spectre, un développement plus organique et graduel d'une ville par des pratiques quotidiennes des citoyens ne produit pas seulement une autre forme et communauté urbaine, comme Scott (1998) l'argue, mais probablement aussi un autre type de nature urbaine, ce que nous appelons ici une nature sauvage. Nous comprenons cette notion de nature sauvage dans le sens qu'elle n'est pas aménagée explicitement en suivant des grandes visions (des urbanistes, des autorités publiques ou d'autres acteurs puissants) mais qu'elle est créée par des actes ordinaires et dans la plupart des cas non-coordonnés. Donc la nature sauvage n'est pas non plus une nature peu influencée par l'humain. Elle n'est pas non plus nécessairement plus « écologique » (en terme de biodiversité, d'hydrologie, de pollution, etc.) que la nature urbaine artificialisée. Finalement, il est aussi possible que l'aménagement de la nature urbaine vise un état considéré comme originel ou naturel (par exemple, par la « renaturalisation » des cours d'eau en ville ou par la création des îlots des forêts urbaines dans lesquels les activités humaines sont exclues).

Deuxièmement, la critique de la Political Ecology par rapport au discours

qui culpabilise les communautés locales comme perturbateurs d'une nature idéale (et justifie leur expulsion) est applicable dans le contexte urbain. Ici, ce sont notamment les couches pauvres et marginalisées qui sont vues comme pollueurs de la nature urbaine artificialisée, par exemple, en empiétant sur les parcs et les forêts urbaines (Zérah 2007), en construisant des bidonvilles sur des rives (Rademacher, 2011), ou en salissant les terres et les eaux de la ville par leurs excréments (Doron et Raja, 2015). Des discours hygiénistes sont souvent mobilisés pour justifier l'expulsion des marginalisés de la ville (centrale) et la démolition des bidonvilles.

Troisièmement, la Political Ecology reconnaît que l'imposition d'un imaginaire d'une nature idéale, la création matérielle d'une nature selon cet idéal et le discours de culpabilisation sont tous liés à des enjeux de pouvoir. Par le biais de la référence à James Scott, nous avons déjà souligné le pouvoir des urbanistes et des États modernes produisant une nature urbaine artificialisée qui peut s'opposer aux besoins et aux capacités des citoyens ordinaires. Dans cet article nous suivons des approches foucaaldiennes de l'UPE qui se basent sur les concepts du pouvoir relatif et de la gouvernementalité. Tandis qu'un État avec fortes capacités financières, techniques et institutionnelles est vraisemblablement plus apte à créer une nature urbaine hautement artificialisée, ce pouvoir n'est pas absolu mais affronté par des pratiques des citoyens ordinaires. Ainsi, la production de la nature urbaine idéale reste inachevable ; nature artificialisée et sauvage coexistent dans la réalité des villes. D'autre part, l'État peut viser le contrôle sur les populations et ses activités par l'aménagement de la nature urbaine.

— MÉTHODOLOGIE

Cette étude sur les étangs urbains fait partie d'un projet de recherche plus large, intitulé « Small cities, urban environments and governance in India ». Le choix de petites et moyennes villes n'est pas anodin pour cette étude. En effet, ces villes comprenant environ 200'000-300'000 habitants sont (encore) moins aménagées et plus fortement caractérisées par une nature sauvage que les métropoles. Qui plus est, elles se trouvent dans une transformation socio-écologique importante à travers laquelle la production d'une nature artificialisée est bien observable.

En raison des différences en termes de développement économique, de capacités étatiques, de politiques publiques, d'histoire politique, etc., la transformation des natures des petites et moyennes villes varie sur le territoire indien, notamment entre différents états (provinces) de l'Union indienne. Pour cette étude nous avons sélectionné deux villes (Bardhaman et Navsari) dans deux

états, le Bengale occidental et le Gujarat. Ceux-ci présentent un positionnement politique contrasté : le premier est davantage orienté en direction d'un populisme ; tandis que le deuxième est dominé par des politiques néolibérales et Hindou-nationalistes (Véron, 2010).³ Par l'intermédiaire d'une comparaison des villes moyennes du Bengale occidental et le Gujarat, nous tentons d'établir un lien entre la politique et la gouvernance, d'un côté, et le type de nature urbaine créée, de l'autre.



Figure 1 : Localisation des villes étudiées (source : Jérémie Sanchez)

La collecte des données s'est effectuée au cours de recherches sur le terrain, de 9,5 mois par N.C. en Bengale occidentale, de 7,5 mois par A.Z. au Gujarat et de courtes visites par R.V. Nos interprétations se basent sur des observations directes, sur l'analyse des photographies et des cartes, et sur 65 entretiens qualitatifs menés dans les sites investigués auprès de citoyens issus de différentes couches sociales, d'élus locaux et de fonctionnaires des municipalités concernées.

3 Pour le projet entier, nous avons choisi une ville moyenne de plus dans chaque état : Medinipur (Bengale occidentale) et Amreli (Gujarat).

— ÉTUDE DE CAS

LES VILLES ÉTUDIÉES, LEURS ÉTANGS ET LACS

La ville ainsi que la municipalité de Bardhaman (pop. 350'000) est localisée à environ 100 km au nord-ouest de Calcutta, la capitale du Bengale occidental. Bardhaman est le chef-lieu du district portant le même nom. Il s'y trouve des commerces et quelques petites entreprises agro-industrielles. Toutefois, Bardhaman ne fait pas partie des pôles de croissance de l'Inde émergente. La ville est située dans la grande région deltaïque du Ganges et adjacente du fleuve Damodar, un tributaire du Hooghly. Une petite rivière, le Banku, traverse la ville. Bardhaman est riche en étangs : pas moins de 74 étendues d'eau sont présentes sur une superficie de 26 km². Les habitants ont depuis longtemps profité d'une nappe phréatique affleurante pour créer des étangs. Tandis que les classes sociales supérieures utilisent ces étangs pour la pisciculture et pour des rituels religieux, les classes moins aisées y pratiquent la pêche à la ligne, s'y rassemblent pour passer des moments conviviaux, prennent leurs bains et lavent leurs vêtements, vaisselles et animaux. On notera que des déchets y sont jetés, malgré la valeur socioéconomique et culturelle de plusieurs étangs.

La municipalité de Navsari (pop. 171'000) est le chef-lieu du district du même nom et le centre d'une agglomération urbaine d'environ 250'000 habitants. La ville est située à 40km au sud de la grande ville de Surat, dans le « corridor d'or » du Gujarat avec une économie florissante (industrie, y compris de diamants, agriculture irriguée, etc.). Par ailleurs, elle attire des migrants en provenance d'autres régions de l'État et du pays. Le fleuve Purna s'écoule au nord de Navsari et 15km à l'aval dans la mer d'Arabie. Dans la ville, on dénombre neuf étangs et petits lacs sur une superficie de 24 km². Leur nombre et taille ont été réduits par l'urbanisation au fil des dernières décennies. Comme la ville ne se trouve pas dans une zone deltaïque, les étangs et lacs jouent un rôle important pour la recharge des aquifères et la récupération de l'eau de pluie. Contrairement au cas du Bengale occidentale, la pêche (ainsi que la consommation des poissons) n'est pas répandue au Gujarat et même dédaigné par les castes supérieures et la classe moyenne urbaine. De plus, les habitants de Navsari ont perçu les étangs comme un espace de danger (serpents, noyades, etc.) plutôt que de convivialité.

La physicalité des étangs associée aux données socioéconomiques dans ces deux villes moyennes est confirmée par nos données quantitatives (tableau 1). La différence par rapport à l'utilisation de ces eaux n'est pas explicable par le plus grand nombre d'étangs à Bardhaman mais par leur gouvernance (d'accès) qui a aussi produit de différents types de nature.

	Bardhaman	Navsari
Habitat en proximité d'une étendue d'eau	89%	81%
Utilisation d'une étendue d'eau	53%	13%

Tableau 1 : Importance des étangs et d'autres étendue d'eau pour la population urbaine (échantillon N=90 dans chaque ville) (source : enquête propre)

DES ÉTANGS MULTI-USAGES ET EN ACCÈS OUVERT À BARDHAMAN

En corollaire de l'urbanisation de Bardhaman, plusieurs étangs ont été convertis en terres constructibles⁴. Ces derniers sont le plus souvent pollués par des excréta humains et animaux, des déchets solides et même médicaux, des résidus pétrolières, etc. Dans certains cas, des plastiques ont bloqué des puits subaquatiques et le drainage des étangs. L'eau stagnante crée une zone de reproduction de moustiques. Dans tous les cas, les eaux usées ne sont pas traitées ; au mieux elles sont diluées dans la rivière Banka. Malgré une loi fédérale votée en 2010 interdisant la conversion et la pollution des étangs, ces pratiques continuent. A Bardhaman, aucune institution étatique ne se sentait concernée ni responsable ; la municipalité, le Comité du contrôle de pollution et le Département de la pêche de l'État du Bengale occidental rejettent la faute l'un sur l'autre. L'ingénieur municipal avoue qu'il n'intervienne que sur plainte ; les citoyens déplorent la situation et la non-réactivité du gouvernement (local et provincial).

Par conséquent, les étangs, même ceux qui sont sous la propriété étatique, ne sont guère gérés par les autorités publiques. Mais dans la plupart des cas, cette fonction est assurée par des institutions locales, y compris des clubs de quartier, des organisations locales des partis politiques, des propriétaires privés et des preneurs de bail (pisciculteurs). Quel que soit les droits formels de propriété ou d'usufruit, ce sont le plus souvent les clubs de quartier qui jouent un rôle important dans la gouvernance des étangs (Cornea et al, 2016). De ce fait, une grande partie des étangs à Bardhaman (et ailleurs en Bengale occidental) ont des caractères de biens collectifs (ou de club) avec des règles informelles d'accès et d'utilisation (Ostrom, 1990). Concernant la pisciculture en Bengale occidental, probablement la seule affaire lucrative basée sur ces ressources aquatiques, les clubs organisent le dragage et le nettoyage de l'étang (enlèvement des nénuphars et des déchets) et appliquent des produits calciques et biochimiques. Cependant, l'accès – même pour les non-membres

4 En raison d'un manque de monitoring officiel et de cartes fiables, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'envergure des remplissages historiques et contemporains des étendues d'eau à Bardhaman.

du club en charge – est peu restreint pour d'autres utilisations. La baignade, le lavage, etc., sont tolérés. Le principe régulateur n'est pas suffisamment puissant pour exclure ces utilisations. Cet état de fait est encore plus notoire pour les décharges d'ordures qui ne sont non plus contrôlables par des normes sociétales. Même la pêche à la ligne ne pouvait pas être contrôlée dans le cas des propriétaires privés et des preneurs de bail pour la pisciculture à cause de la pression des organisations locales des partis politiques, qui ont un pouvoir important partout en Bengale occidental.

Cette situation de pouvoir diffus résulte d'une situation où les étangs sont coproduits par différents usages (parfois conflictuels) des usagers locaux : des migrants mettent des sacs de sable au bord de l'étang pour y étendre leurs huttes, les eaux usées d'une crèche forcent les femmes du bidonville à laver les vêtements à l'autre coin de l'étang où le club leur construit un ghât (des marches jusqu'à l'eau), des pêcheurs mettent des cordes au-dessus de l'eau pour empêcher la pêche à la ligne et un filet sur le tuyau qui relie leur étang à un autre pour capter leurs poissons, etc. Cette pluralité et complexité d'usages est reflétée par une production d'une nature complexe, peu aménagée et peu lisible, mais ouverte à pratiquement tous les citoyens (figure 2).



Figure 2 : « Nature sauvage » d'un étang « typique » à Bardhaman (source : Natasha Cornea)

Toutefois, une exception notable existe à Bardhaman : Krishna Sayar, un grand lac près de l'université, n'est accessible que par un billet d'entrée à l'éco-parc qui l'entoure. Le lac a une longue histoire et une importance symbolique pour Bardhaman. Il a été créé au 19^e siècle par l'ancien Maharaja de la ville comme un réservoir en eau potable. Les pauvres ont pu s'installer sur les rives élevées à l'abri des inondations. Négligé après l'Indépendance de l'Inde (et la suppression des États princiers), un politicien local (communiste) a pris l'initiative vers la fin des années 1980 de revitaliser le lac et ses alentours pour y créer un éco-parc comprenant de grands arbres, un zoo, un aquarium, un musée de sciences, un planétarium, un restaurant, des activités de canotage, etc. Il nous dit plus de 25 ans plus tard que les installations, expositions et manifestations dans le parc « étaient toutes liées aux aspects écologiques et pour générer la conscience (environnementale) ».

L'éco-parc est géré par une société de gestion (composée par l'université, l'administration et le gouvernement élu du district, le Département des forêts, etc.) qui emploie environ 55 personnes (gardiens, jardiniers, balayeurs, etc.). Progressivement, le parc est devenu victime de manque en ressources, de jeux politiques et de visions opposées. Les partenaires institutionnels de la société ne consacrent pas assez de personnel au parc ; par conséquent, le maintien du lac et de ses alentours est déficient et plusieurs installations ont fermé. Suite au changement du gouvernement à Calcutta en 2011, après 34 ans de dominance du parti communiste-marxiste, la municipalité de Bardhaman restait encore un « bastion rouge » pendant deux ans, ce qui entraînait des tensions dans la société de gestion du parc. Malgré tout, la nature du Krishna Sayar est visiblement aménagée de type parc – pour la récréation des visiteurs (figure 3). De plus, le président de la société *cum* président de l'université, nommé par le gouvernement de l'Etat qui est contrôlé par le Congrès du Trinamool, a pour projet de transformer l'éco-parc en parc d'attractions pour des enfants.



Figure 3 : Krishna Sayar, le lac de l'éco-parc (source : Natasha Cornea)

LA CLOTÛRE D'ÉTANGS À NAVSARI

L'accès aux étangs et aux lacs est généralement moins ouvert dans les moyennes villes au Gujarat qu'en Bengale occidentale. À Navsari, les responsabilités pour la gestion des étendues d'eau sont clairement définies : la municipalité s'occupe des huit lacs et étangs sous la propriété du Département de revenu ; le neuvième est la propriété d'une usine de textile privée. Mais avec l'urbanisation, l'échange des eaux entre les lacs, les étangs et les rivières a été coupé et les étendues d'eau sont aujourd'hui dans la plupart des cas stagnantes et polluées. Nous prenons ici l'exemple de Dudhiya Talav, un lac historique au centre-ville de Navsari, qui est souvent mis en avant comme modèle pour la restauration des étendues d'eau urbaines dans la région. Avant son remplissage partiel dans les années 1960, Dudhiya Talav était « utilisé comme un lac de village », selon un témoin local, par les riverains pour se baigner et laver des animaux et par des castes de laveurs et de pêcheurs pour leurs activités professionnelles. Par la suite, le lac devenait de plus en plus pollué par des eaux usées émanant des hôpitaux et des résidences voisins, notamment durant la saison sèche quand le niveau d'eau était bas. Mais en 1999, la municipalité a lancé un projet pour transformer Dudhiya Talav en réservoir en eau potable, alimenté par

des eaux du bassin du Tapi, déviées du barrage d'Ukai, environ 70km à l'est de Navsari. Pour ne pas « perdre » cette eau payante, le lit du lac a été entièrement revêtu. Aujourd'hui, Dudhiya Talav est donc totalement artificialisé et coupé de l'hydrologie naturelle dynamique ; son rythme n'est plus déterminé par les pluies mais par les décisions des fonctionnaires et des ingénieurs. Par conséquent, les aquifères locaux ne sont plus rechargés par le lac ; le ruissellement de surface a augmenté et les eaux de pluies déchargent directement dans le Purna. Ces processus risquent d'accélérer encore l'intrusion des eaux salées, ce qui avait initialement motivé les autorités locales à trouver des alternatives à l'approvisionnement en eau par des puits.



Figure 4 : Dudhiya Talav, lac transformé en réservoir en eau (source : René Véron)

Cependant la municipalité justifie son projet aussi par des arguments « environnementalistes », notamment un souhait de réduire la pollution et d'embellir la ville. Selon un fonctionnaire, les habitants de taudis qui se sont installés sur les rives du Dudhiya Talav dans les années 1990, auraient déféqué en plein air et rendu le lac « très sale ». Par la suite, le lac n'a pas été coupé seulement de l'hydrologie locale mais aussi de ses habitants environnants et leurs activités, par une clôture (*enclosure*) aux sens matériel et social. Des

haies et des murs ont été installés autour du lac, les habitants de taudis ont été relocalisés et à leur place le gouvernement a planté des arbres et aménagé un parc. Par ailleurs, les laveurs et pêcheurs n'y sont plus autorisés à reconduire leurs activités professionnelles ; suite à ce changement, la plupart des membres de la caste de laveurs ont quitté cette occupation ou réinvesti dans des buanderies automatisées. L'eau du lac est réservée à une seule utilisation, celle de l'approvisionnement en eau par la municipalité. De leur côté, les officiels mettent aussi les valeurs esthétiques et récréatives en amont : « Il est beau, les gens peuvent y venir pour des promenades matinales et du soir », comme s'est exprimé un interviewé en faisant référence à des activités de loisirs populaires parmi les classes moyennes.

Navsari a essayé de revitaliser la plupart de ses autres étendues d'eau avec le but « de récupérer l'eau de pluie et d'embellir la ville », comme le dit un fonctionnaire local. Mais la domestication de la nature n'est pas aussi achevée ailleurs que dans le cas de Dudhiya Talav et les projets municipaux ont été résistés plus fortement. Par exemple, Thane Talav, un étang à la périphérie urbaine de Navsari, a été dragué pour l'exploitation de sable. Les rives ont été aménagées par la plantation d'arbres et la construction d'un petit mur. Une entreprise privée offrait un service de canotage. Mais ce projet d'embellissement n'était pas couronné de succès. Il n'y avait pas assez de visiteurs pour rendre le canotage rentable, en partie à cause de l'odeur nauséabonde causée par la décharge des eaux usées dans le lac. On nous a aussi dit que des habitants de taudis ivres auraient saboté les clôtures et les bateaux. Interrogé sur le rôle de l'étendue d'eau, une habitante voisine nous a répondu : « Quel lac ? De quoi voulez-vous parler ? ; Il n'y a que de déchets ». En fait, le lac n'est utilisé que pour y jeter des déchets ; la plupart des habitants apprécie même la clôture qui protège leurs enfants des dangers de l'eau. Nos interviewés des couches moyennes culpabilisaient les migrants, femmes « illettrées » et « paresseuses » pour cette situation ; mais il y a des rumeurs que même les ramasseurs municipaux utilisent les rives de l'étang comme décharge sauvage. Même si Thane Talav (et plusieurs des autres lacs à Navsari) a été artificialisé, la nature créée est loin de l'idéal imaginé par les urbanistes.



Figure 5 : Thane Talav, étang d'un projet d'embellissement raté (source : René Véron)

— DISCUSSION ET CONCLUSION

En résumé, la nature urbaine créée à Bardhaman reste en général plus sauvage et moins artificialisée que celle à Navsari. Cette tendance est observable dans d'autres cas que les étendues d'eau (p.ex. dans l'aménagement des espaces verts) et dans d'autres villes du Bengale occidental et du Gujarat. En s'inspirant de l'UPE, nous expliquons ces différences dans la production de natures urbaines en premier lieu par rapport aux relations de pouvoir et aux imaginaires environnementaux.

Tandis que les étangs et les lacs à Bardhaman sont reproduits par une multitude d'usages et d'utilisateurs, ceux à Navsari sont produits et gérés principalement par les autorités locales. Cette divergence est liée, entre autres, à des différences dans la gouvernamentalité et la capacité de l'État (local) : le Gujarat est prospère et doté d'une administration relativement efficace (aussi suite aux réformes urbaines au début des années 2000). Ces municipalités, comme nos analyses des finances et structures municipales le montrent, ont des revenus propres beaucoup plus importants et des membres de personnel de cadre plus nombreux que leurs homologues en Bengale occidental.

Néanmoins, les autorités ne sont pas non plus omnipuissantes au Gujarat. Nous avons vu que la municipalité de Navsari n'était pas capable de contrôler l'accès à des étendues d'eau plus loin du centre (et de ses propres locaux situés près du Dudhiya Talav). Un élu du quartier nous a raconté : « Les gens ne soutiennent pas la municipalité (...). Ils collaborent si elle est sur place pour nettoyer l'étang, mais plus tard la même chose [jeter des déchets] recommence. » A Bardhaman, le pouvoir est encore plus diffus, dépendant de la situation spatio-temporelle et distribué parmi les clubs de quartier, les partis politiques, les acteurs privés, les autorités, etc.

De plus, l'État provincial et local exerce son pouvoir de manière et à des fins différentes dans les deux régions étudiées. Au Gujarat, une idéologie dominante d'hindou-nationalisme et de néolibéralisme ont favorisé une gouvernance (environnementale) *top-down* et largement élitistes (Mathur, 2012) tandis que le Bengale occidental est marqué, au moins rhétoriquement et symboliquement, par une politique en faveur des pauvres – entre 1977 et 2011 par le parti communiste-marxiste et depuis par le Congrès de Trinamool, un parti régional avec un leader populiste.⁵ La culture politique, la politisation de la société et la logique électorale dans ce dernier État le rend impossible pour le gouvernement d'exclure des populations importantes des ressources naturelles en ville, ce qui encourage la production d'une nature sauvage.

Au-delà l'économie politique et la politique, les différences entre Bardhaman et Navsari par rapport à la production des étendues d'eau urbaines sont également liées aux facteurs culturels, en particulier aux imaginaires environnementaux distincts. Les associations avec les étangs nous semblaient positives en Bengale occidentale (que ce soit lié au fait, ou non, que le poisson des eaux douces fait partie importante de la cuisine locale) tandis qu'au Gujarat les lacs ont été souvent perçus comme des espaces de danger. Plus important sont probablement les différentes idées d'un environnement urbain souhaité. À Navsari, et au Gujarat plus généralement, l'ambition des élites locales de créer une ville moderne et mondiale implique un idéal d'une nature artificialisée et une incitation aux projets d'embellissement urbain dans lesquels les valeurs esthétiques priment sur les valeurs d'usage direct.⁶ Ces ambitions sont largement absentes à Bardhaman et en Bengale occidental en général.⁷

5 Afin de souligner sa proximité aux couches populaires, la cheffe du Trinamool, Mamata Banerjee, ne sorte qu'en tongs en plastique.

6 En revanche, nous n'avons pas pu observer des projets de renaturalisation, ou un retour souhaité à une nature originale imaginée.

7 Une exception est trouvée dans l'Environmental Improvement Project à Calcutta qui reflète des identités transnationales et des valeurs d'une classe moyenne émergente (Bose, 2015).

Le but de cet article était d'analyser la production de différents types de natures urbaines plutôt que d'évaluer les valeurs écologiques de ces natures. Mais une analyse des avantages de la nature sauvage versus la nature artificialisée par rapport aux différentes variables de la qualité écologique (p.ex. biodiversité, hydrologie, pollution) pourrait être un projet fructueux pour l'Urban (Political) Ecology.

— BIBLIOGRAPHIE

Alberti M., (2008). *Advances in urban ecology: integrating humans and ecological processes in urban ecosystems*. New York: Springer.

Bose, P. S. (2015). *Urban development in India: global Indians in the remaking of Kolkata*. Oxon & New York: Routledge.

Cornea, N, Zimmer, A, Véron, R. (2016). Ponds, power and institutions: the everyday governance of accessing urban water bodies in a small Bengali city. *International Journal of Urban and Regional Research*, 40(2), pp. 395-409.

Cronon, W. (1995). *Uncommon ground: toward reinventing nature*. New York: Norton.

Doron, A., Raja, I. (2015). The cultural politics of shit: class, gender and public space in India. *Postcolonial Studies*, 18(2), pp. 189-207.

Gabriel, N. (2014). Urban political ecology: environmental imaginary, governance, and the non-human. *Geography Compass*, 8(1), pp. 38-48.

Gandy, M. (2004). Rethinking urban metabolism: water, space and the modern city. *City*, 8(3), pp. 363-379.

Heynen, N. C, Kaika, M, Swyngedouw, E. (Eds.) (2006). *In the nature of cities: urban political ecology and the politics of urban metabolism*. London and New York: Routledge.

Mathur, N. (2012). On the Sabarmati riverfront: urban planning as totalitarian governance in Ahmedabad. *Economic and Political Weekly*, 47, pp. 64-75.

Monstadt, J. (2009). Conceptualizing the political ecology of urban infrastructures: insights from technology and urban studies. *Environment and Planning A*, 41(8), pp. 1924-1942.

Neumann, R. P. (2004). Moral and discursive geographies in the war for biodiversity in Africa. *Political Geography*, 23(7), pp. 813-837.

Newell, J. P, Cousins, J. J. (2014). The boundaries of urban metabolism: towards a political-industrial ecology. *Progress in Human Geography*, 39(6), pp. 702-728.

Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: the evolution of institutions for collective action*. Cambridge: CUP.

Rademacher, A. (2011). *Reigning the river: urban ecologies and political transformation in Kathmandu*. Durham: Duke University Press.

Rattu, P, Véron, R. (2015). How to govern the urban hydrosocial cycle: archaeo-genealogy of hydromentalities in the Swiss urban water sector between 1850 and 1950. *Geographica Helvetica*, 70 (1), pp. 33-44.

Scott, J. C. (1998). *Seeing like a state: how certain schemes to improve the human condition have failed.* New Haven: Yale University Press.

Swyngedouw, E. (1997). Power, nature, and the city. the conquest of water and the political ecology of urbanization in Guayaquil, Ecuador: 1880–1990. *Environment and Planning A*, 29(2), pp. 311-332.

Swyngedouw, E. Heynen, N. C. (2003). Urban political ecology, justice and the politics of scale. *Antipode*, 35(5), pp. 898-918.

Vayda, A. P., Walters, B. B. (1999). Against political ecology. *Human Ecology*, 27(1), pp. 167-179.

Watts, M., Peet, R. (Eds.) (2004). *Liberation ecologies: environment, development, social movements.* Oxon and New York: Routledge.

Zérah, M. H. (2007). Conflict between green space preservation and housing needs: the case of the Sanjay Gandhi National Park in Mumbai. *Cities*, 24(2), pp. 122-132.

Zimmer, A., Cornea, N., Véron, R. (s.d.) A plurality of urban political ecologies: transforming pondscapes in Navsari, Gujarat. Manuscrit non-publié.

— REMERCIEMENTS

Ce chapitre se base sur le projet « Small cities, urban environments and governance in India », financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique d'octobre 2012 à janvier 2016.

